

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JANVIER 1923.

Projet de loi

approuvant la Convention belgo-polonaise du 30 décembre 1922 concernant certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Gouvernement belge et le Gouvernement polonais, désireux de faciliter et d'encourager dans la plus grande mesure possible la reprise des relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention destinée à régler, à la suite de la guerre, certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts des Belges en Pologne et des Polonais en Belgique.

Cette convention, signée à Bruxelles, le 30 décembre 1922, est ci-jointe. Elle règle l'importante question des restitutions, rentrant dans le cadre de celles qui sont prévues aux articles 238 et 297 du Traité de Versailles.

D'une façon générale, pour le règlement des questions relatives aux biens, droits et intérêts, la convention pose le principe de la réciprocité en ce qui concerne les Belges en Pologne et les Polonais en Belgique. La convention traite également de la question des concessions ou fermages et des sociétés; elle consacre un développement important à la question des contrats d'avant-guerre, en s'inspirant dans les grandes lignes et *mutatis mutandis*, des dispositions contenues dans la partie X du Traité de Versailles. Enfin, la Convention prévoit l'arbitrage amiable en cas de contestation touchant l'interprétation et le texte de l'accord. Cet accord n'est pas conclu pour une durée déterminée : en effet, la convention relative aux biens, droits et intérêts a pour but d'assurer le règlement de certains litiges nés de la guerre, et qui doivent être résolus, une fois pour toutes, dans un délai relativement court. Cette convention ne constitue donc pas à proprement parler un traité, mais un règlement, qui n'est pas sujet à dénonciation mais cessera de produire ses effets dès que les problèmes spéciaux qu'il vise auront reçu leur solution.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

CONVENTION

concernant certaines questions relatives aux biens
droits et intérêts.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, d'une part, et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, d'autre part, désireux d'assurer, d'un commun accord, le règlement de certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts de leurs ressortissants dans leurs pays respectifs ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Henri JASPAR, Son Ministre des Affaires Étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. le Comte SOBANSKI, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Polonaise près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

La Pologne prendra toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer toutes les restitutions prévues aux paragraphes *a* et *b* de l'article 297 et à l'article 258 du Traité de Versailles du 28 juin 1919 avec l'Allemagne et aux articles analogues des autres Traités de Paix en tant que les biens, droits et intérêts à restituer aux ressortissants belges, y compris les sociétés et associations dans lesquelles ses ressortissants sont intéressés, se trouveraient sur le territoire polonais. Les indemnités prévues par les dits articles restent à la charge des anciens pays ennemis. Au cas où, par suite de disposition ou d'affectation antérieures au présent Traité et dont la Pologne aurait tiré profit, les restitutions seraient impossibles ou difficiles, la Pologne indemniserait équitablement les ayants-droit.

La Belgique prend les mêmes engagements envers la Pologne.

Toutefois, les restitutions ci-dessus visées résultant de l'article 258 du Traité de Versailles, et des articles analogues des autres Traités de Paix concernant les machines ou objets enlevés de Belgique, pourront, à la demande de la Pologne, être retardées jusqu'au moment où la procédure de restitution à des ressortissants polonais des machines ou objets enlevés par l'Allemagne en Pologne aura été réglée.

Les restitutions prévues par le présent article seront également, à la demande de la Pologne et moyennant paiement par elle d'une indemnité

équitable, retardées tant qu'elles compromettraient la sécurité et la défense nationale polonaises.

ARTICLE 2.

Les Belges en Pologne et les Polonais en Belgique bénéficieront respectivement, comme les nationaux eux-mêmes, des lois de ces pays concernant l'annulation des actes des autorités ennemies en pays ennemis ou occupés par l'ennemi.

ARTICLE 3.

Les mesures exceptionnelles de guerre et les mesures de disposition telles qu'elles sont définies dans le paragraphe III de l'annexe à la Section IV de la Partie X du Traité de Versailles et dans les dispositions analogues des autres Traités de Paix, prises en Belgique concernant les biens, droits et intérêts des ressortissants de la Pologne, y compris les sociétés et associations dans lesquelles ces ressortissants étaient intéressés quand la liquidation n'a pas été terminée, seront levées ou arrêtées, et les biens, droits et intérêts dont il s'agit seront restitués aux ayants-droit, sauf dans la mesure où ils peuvent avoir été affectés par les mesures déjà prises.

Toutefois, les liquidations en cours pourront être exceptionnellement terminées au cas où, en raison des circonstances de l'affaire, l'interruption ou l'arrêt de la liquidation serait préjudiciable aux intérêts en cause.

Les ressortissants polonais dont les biens, droits et intérêts, y compris la propriété industrielle, littéraire ou artistique, auront été en Belgique l'objet de liquidation, cessions, licences ou locations ou de toutes autres mesures de dispositions partielle ou totale appliquées aux biens, droits et intérêts des ressortissants anciens ennemis, recevront directement la part leur revenant dans le produit de ces liquidations, cessions, licences, locations ou autres mesures de disposition partielle ou totale.

ARTICLE 4.

La Pologne s'engage, dans la mesure où la réciprocité lui est accordée, à assurer aux biens, droits et intérêts restitués par application de l'article 1^{er} de la présente Convention, aux ressortissants de la Belgique le même traitement qu'aux biens, droits et intérêts de même nature appartenant à ses propres ressortissants, à ne soumettre, après la mise en vigueur de la présente Convention, les dits biens, droits et intérêts à aucune mesure portant atteinte à la propriété qui ne soit pas appliquée également aux biens, droits et intérêts de ses ressortissants, et à payer une indemnité convenable dans les cas où ces mesures seraient prises.

ARTICLE 5

La Pologne reconnaît la validité de tous les droits acquis par des ressortissants de la Belgique ou par des sociétés dont la majorité du capital actions appartient aux ressortissants belges dans les territoires transférés à la Pologne, sous le régime des lois en vigueur dans ces portions de territoires au moment de l'acquisition de ces droits.

En particulier, la Pologne reconnaît la validité des concessions ou fermages de concession accordés avant le premier août 1914 concernant l'exploitation des services publics, des concessions minières ou fermages de concessions minières et droits acquis à la recherche ou à l'obtention des concessions minières, spécialement des concessions d'exploitation des pétroles et d'autres produits bitumineux, de houille, de fer ou autres minerais, telles qu'elles ont été accordées, soit par les anciens Etats, provinces ou municipalités, soit par les propriétaires du sol ou de concessions. Ces concessions demeurent valables dans les conditions et jusqu'à l'expiration des délais prévus dans les actes de concession ou de fermage, sous réserve de ce qui suit :

Les concessionnaires ou fermiers de concession, quelque soit la nature de leur concession, dont les intérêts ont fait pendant la guerre l'objet de mesures exceptionnelles de guerre ou de disposition ou qui ont été temporairement privés de la jouissance de leurs droits pourront obtenir la prolongation de la durée de la dite concession. Cette prolongation tiendra compte de la durée de la dépossession.

Les prolongations seront consenties par accord amiable entre les intéressés et au cas où cet accord ne pourrait être obtenu, l'affaire sera soumise à un arbitre choisi d'accord par les Hautes Parties Contractantes.

Lorsque les prolongations ainsi accordées entraînent pour une des parties, par suite du changement dans les conditions économiques, un préjudice considérable, une indemnité équitable sera attribuée à la partie lésée par un arbitre choisi à la suite d'un accord entre les Hautes Parties Contractantes. En ce qui concerne les concessions de services publics, les stipulations contractuelles, telles que, entre autres, celles visant les tarifs, la durée, le rachat, les redevances, etc., seront révisées et adoptées aux conditions économiques générales actuelles.

ARTICLE 6.

Au cas où dans une société ou entreprise constituée d'après la loi allemande, austro-hongroise, bulgare ou turque, sur le territoire des Hautes Parties Contractantes, la majorité du capital-actions appartenait à des ressortissants de l'autre Partie Contractante ou à une société dont ces ressortissants ont la majorité du capital-actions, le droit de liquider la société ou entreprise prévu par l'article 297 b) du Traité de Versailles et par les articles analogues des autres Traités de Paix, ne pourra être exercé qu'après accord entre les Hautes Parties Contractantes.

Toutes les fois que, dans une société ou entreprise liquidée par une des Hautes parties Contractantes en vertu du droit prévu par les Traités de Paix, les ressortissants de l'autre partie sont intéressés, ces ressortissants devront recevoir une proportion du produit de la liquidation correspondant à leur droit.

Si le ressortissant d'un des deux pays établit devant le Tribunal Arbitral Mixte prévu par la Section VI de la Partie X, (clauses économiques du Traité de Versailles), ou devant un arbitre désigné par ce tribunal, que les conditions de la vente ou que des mesures prises par le Gouvernement de l'Etat dont il s'agit, en dehors de la législation générale, ont été injustement préjudiciables quant au prix, le Tribunal ou l'Arbitre aura la faculté d'accorder à l'ayant droit une indemnité équitable qui devra être payée par le dit Etat.

ARTICLE 7.

Les sociétés ou firmes constituées d'après les lois allemandes, austro-hongroise ou russes, dont l'exploitation principale ou le siège social se trouvait avant le 1^{er} août 1914, dans les territoires transférés à la Pologne et dont la majorité du capital-actions appartenait à des ressortissants de la Belgique ou à des sociétés dans lesquelles ces ressortissants avaient la majorité du capital-actions auront le droit de transférer leurs biens, droits et intérêts à une autre société constituée conformément, soit aux lois de la Pologne, soit aux lois de la Belgique, aux choix des ressortissants de la Belgique, et autorisée conformément à la loi polonaise.

Les sociétés constituées sous le régime de la loi belge dont l'exploitation principale ou le siège administratif se trouvait, avant le 1^{er} août 1914, dans les territoires transférés à la Pologne et dont la majorité du capital-actions appartenait à des ressortissants de la Belgique ou à des sociétés dans lesquelles les dits ressortissants possédaient la majorité du capital-actions, pourront continuer à exercer librement leurs industries, conformément aux stipulations du Traité de commerce conclu entre les Hautes-Parties contractantes et signé en date de ce jour.

Les autorisations éventuellement nécessaires pour l'application des deux alinéas précédents, seront accordées de droit, sauf en ce qui concerne les industries qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, pourraient être soumises à des restrictions spéciales par une loi ou une décision du Conseil des Ministres.

Ces transferts ne seront soumis à aucune charge ou taxe.

ARTICLE 8.

Sous réserve des indemnités qui pourraient être dûment réclamées par des ressortissants polonais, la Pologne s'engage à ne pas invalider les décisions qui auront été prises depuis le commencement de la guerre jusqu'à un terme de trois mois, après la signature de la présente Convention, par les assemblées générales des sociétés dont le siège social était situé dans un des territoires faisant aujourd'hui partie de la Pologne, du fait que ces assemblées générales se sont tenues à l'étranger.

ARTICLE 9.

Les Hautes Parties Contractantes accorderont à leurs ressortissants réciproques victimes des dommages de guerre, les mêmes délais de paiement pour leurs dettes, qu'à leurs propres ressortissants.

ARTICLE 10.

Sous réserve d'accords particuliers qui pourraient intervenir, il n'est tenu compte, pour l'application des articles 5, 6 et 7 et des articles 11, 12, 13, 14, 15 et 16, que des intérêts des ressortissants belges et polonais existant dans les sociétés ou entreprises avant le 1^{er} août 1914.

ARTICLE 11.

a) Les contrats conclus entre personnes actuellement soumises à la juridiction de la Pologne et des personnes soumises à la juridiction de la Belgique qui sont devenues parties séparées, au sens du premier paragraphe de l'annexe ci-jointe, sont considérés comme annulés à partir du moment où deux quelconques des parties sont devenues parties séparées, sauf en ce qui concerne les dettes et autres obligations pécuniaires résultant de l'exécution d'un acte ou paiement prévus par ces contrats et sous réserve des exceptions et des règles spéciales à certains contrats prévus ci-après ou dans l'annexe ci-jointe.

b) Sont exceptées de l'annulation aux termes du présent article les contrats dont, dans l'intérêt général et à la suite d'accord entre les Hautes Parties Contractantes, l'exécution sera réclamée dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Lorsque l'exécution des contrats ainsi maintenus entraîne pour une des parties par suite du changement dans les conditions de commerce un préjudice considérable, une indemnité équitable sera attribuée à la partie lésée par un arbitre choisi à la suite d'un accord entre les Hautes Parties Contractantes.

c) Aucune disposition du présent article et de l'annexe ci-jointe ne peut être regardée comme invalidant une opération qui a été effectuée légalement, en vertu d'un contrat passé entre parties séparées avec l'autorisation d'une des puissances belligérantes.

d) Le cas de contrats de licences, d'exploitation de droits, de propriété industrielle, littéraire ou artistique conclus entre personnes qui sont devenues parties séparées, le bénéficiaire primitif d'une licence de ce genre aura le droit, six mois après la mise en vigueur de la présente convention, d'exiger du titulaire des droits la concession d'une nouvelle licence dont les conditions, à défaut d'un accord, pourront être fixées par un tribunal compétent dans le pays où ces droits existent.

Annexe à l'article 11.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1) Au sens des articles 11, 12 et 13, les personnes parties d'un contrat sont considérées comme séparées lorsque le commerce entre elles aura été interdit par les lois, décrets ou règlements d'un Etat dont l'une de ces parties était ressortissante ou sera devenu illégal de quelque manière que ce soit. Elles seront réputées avoir été séparées à partir de la date où le commerce aura été interdit ou sera devenu illégal de quelque manière que ce soit. L'expression « période de séparation » signifie la période pendant laquelle ce commerce était illicite.

2) Sont exceptés de l'annulation prévue à l'article 11 et restent en vigueur, sous réserve de l'application des lois, décrets et règlements internes pris, pendant la guerre avant le 11 novembre 1918 ainsi que des clauses des contrats :

a) Les contrats ayant pour but le transfert de propriétés de biens et effets mobiliers ou immobiliers, lorsque la propriété aura été transférée ou l'objet livré avant que les parties ne soient devenues séparées.

b) Les contrats relatifs aux baux, locations et promesses de location ;

c) Les contrats d'hypothèques, de gage et de nantissement ;

d) Les contrats de concession de mines, minières, carrières ou gisements ;

e) Les contrats passés entre les particuliers ou des sociétés et des Etats, provinces, municipalités ou autres personnes juridiques ou administratives analogues ;

f) Les contrats de société ;

g) Les contrats relatifs au statut familial ;

h) Les contrats à titre gratuit ou onéreux ayant une portée charitable ou alimentaire ;

i) Les contrats ayant constitué des libéralités de quelque nature que ce soit ;

j) Les contrats d'assurance et de réassurance.

3) Si les dispositions d'un contrat sont en partie annulées conformément à l'article 11, les autres dispositions de ce contrat subsisteront, sous réserve de l'application de la loi interne, comme il est prévu au paragraphe 2, si la disjonction peut-être effectuée. Dans le cas contraire, le contrat sera considéré comme annulé dans sa totalité.

II. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A CERTAINES CATÉGORIES DE CONTRATS. —
POSITIONS DANS LES BOURSES DE VALEURS ET DE COMMERCE.

a) Les règlements faits pendant la guerre par les Bourses de valeurs ou de commerce reconnues, stipulant la liquidation des positions de Bourses prises

avant la guerre par un particulier devenu partie séparée, sont confirmés par les Hautes Parties Contractantes, ainsi que par les mesures prises en application de ces règlements sous réserve :

1) Qu'il ait été prévu expressément que l'opération serait soumise au règlement de la Bourse.

2) Que ces règlements aient été obligatoires pour tous;

3) Que les conditions de la liquidation aient été justes et raisonnables;

b) Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux mesures prises pendant l'occupation dans les Bourses des régions qui ont été occupées par l'ennemi.

Gage.

Sera considérée comme valable, en cas de non paiement, la vente d'un gage constitué pour garantie d'une dette due par une partie séparée alors même qu'un avis n'avait pu être donné au propriétaire, si le créancier a agi de bonne foi et en prenant les soins et précautions raisonnables, et, dans ce cas, le propriétaire ne pourra formuler aucune réclamation en raison de la vente du gage.

Effets de Commerce.

Si une personne s'est obligée, soit avant, soit pendant la période de séparation, au paiement d'un effet de commerce à la suite d'un engagement pris envers elle avant la guerre par une autre personne devenue partie séparée, celle-ci reste tenue de garantir la première des conséquences de son obligation, malgré le fait que les parties son devenues séparées.

ARTICLE 12.

a) Sur le territoire des Hautes Parties contractantes, dans les rapports entre parties séparées, tous délais quelconques de prescription, péremption ou forclusion de procédure seront suspendus pendant la durée de la séparation, qu'ils aient commencé à courir avant le début de la séparation ou après; ils recommenceront à courir au plus tôt trois mois après la mise en vigueur de la présente Convention. Cette disposition s'appliquera aux délais de présentation de coupons d'intérêts ou de dividendes et de présentation en vue du remboursement des valeurs sorties au tirage ou remboursables à tout autre titre.

b) En ce qui concerne les effets de commerce, le délai de trois mois prévu au paragraphe précédent partira du jour où auront pris fin définitivement les mesures exceptionnelles appliquées dans les territoires de la Puissance intéressée, relativement aux effets de commerce.

ARTICLE 13.

Dans les rapports entre parties séparées, aucun effet de commerce ne sera considéré comme invalidé par le seul fait de n'avoir pas été présenté pour acceptation ou pour paiement dans les délais voulus, ni pour défaut d'avis

aux tireurs ou aux endosseurs de non acceptation ou de non paiement, ni en raison du défaut de protêt, ni pour défaut d'accomplissement d'une formalité quelconque pendant la période de séparation.

Si la période pendant laquelle un effet de commerce aurait dû être présenté à l'acceptation ou au paiement, ou pendant laquelle l'avis de non acceptation ou de non paiement aurait dû être donné aux tireurs ou aux endosseurs, ou pendant laquelle l'effet aurait dû être protesté, est échue pendant la période de séparation, et si la partie qui aurait dû présenter ou protester l'effet, ou donner avis de non acceptation ou de non paiement, ne l'a pas fait pendant cette période, il lui sera accordé au moins trois mois après la mise en vigueur de la présente Convention pour présenter l'effet, donner avis de non acceptation ou de non paiement ou dresser protêt.

ARTICLE 14.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de considérer les décisions des tribunaux arbitraux mixtes qu'elles ont constitués conformément à la Section VI, Partie X du Traité de Paix avec l'Allemagne et aux sections correspondantes des autres Traités de Paix, comme définitives et de les rendre exécutoires sur leurs territoires.

ARTICLE 15.

Aucune action ne pourra être intentée, ni aucune réclamation exercée par la Pologne ou les ressortissants polonais d'une part, ou par la Belgique ou ses ressortissants d'autre part, à raison de faits d'utilisation pendant la guerre de droits de propriété industrielle, littéraire ou artistique qui appartenaient à des personnes qui sont devenues parties séparées, par le Gouvernement de la Belgique ou de la Pologne ou une personne quelconque qui agissait en leur nom ou suivant leurs instructions, ni en raison de la vente ou de la mise en vente ou de l'utilisation de produits, articles ou appareils, quels qu'ils soient, auxquels ces droits s'appliqueraient.

Aucune action ne sera intentée, ni aucune revendication exercée, par des personnes résidant ou exerçant leur industrie sur le territoire de la Pologne d'une part et de la Belgique d'autre part, ni par les ressortissants de ces Puissances, ni par des tiers auxquels ces personnes auraient cédé leurs droits pendant la guerre, à raison de faits d'utilisation qui se seraient produits sur le territoire de l'autre Partie pendant la guerre et qui auraient pu être considérés comme portant atteinte à des droits de propriété industrielle ou à des droits de propriété littéraire ou artistique, qui appartenaient à des personnes devenues parties séparées et qui existaient à un moment quelconque pendant la guerre et qui seront rétablis conformément aux prescriptions des articles 307 et 308 du Traité de Versailles ou des articles analogues des autres Traités.

ARTICLE 16.

Les contestations relatives à l'interprétation de la présente Convention seront soumises à un arbitre désigné à la suite d'un accord entre les Hautes Parties Contractantes.

ARTICLE 17.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, à Bruxelles, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait en double à Bruxelles, le trentième jour du mois de décembre 1922.

Henri JASPAN,

Comte L. SOBANSKI.



(ANNEXES AU N° 109.)

(BIJLAGEN VAN N° 109.)

PROJET DE LOI

approuvant la Convention Belgo-Polonoise du 30 décembre 1922, concernant certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention concernant certaines questions relatives aux biens, droits et intérêts, conclue le 30 décembre 1922 entre la Belgique et la Pologne, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1923.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Belgisch-Poolsch Verdrag van 30 December 1922, betreffende zekere vragen aangaande goederen, rechten en belangen.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is belast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL :

Het op 30 December 1922 tussen België en Polen gesloten Verdrag betreffende zekere vragen aangaande goederen, rechten en belangen, zal zijne volle en geheele kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 15 Januari 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

(11)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JANUARI 1923.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het belgisch-poolsch verdrag van 30 December 1922,
betreffende zekere vragen aangaande goederen, rechten en belangen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Belgische Regeering en de Poolse Regeering, willende in de meest mogelijke mate het hervatten der handelsbetrekkingen tusschen beide landen vergemakkelijken en bevorderen, hebben besloten eene Overeenkomst te sluiten bestemd om, naar aanleiding van den oorlog, zekere vragen betreffende de goederen, rechten en belangen der Belgen in Polen en der Polen in België te regelen.

Deze Overeenkomst, geteekend te Brussel den 30^e December 1922, is hierbij gevoegd. Zij regelt de gewichtige quæstie der teruggaven welke vallen binnen de grenzen van deze die in artikelen 238 en 297 van het Verdrag van Versailles voorzien zijn.

Over het algemeen neemt de Overeenkomst, voor de regeling der vragen betreffende de goederen, rechten en belangen, het beginsel der wederkeerigheid aan, wat betreft de Belgen in Polen en de Polen in België. De Overeenkomst behandelt eveneens de quæstie der vergunningen of pachten, alsmede deze der maatschappijen; zij behandelt breedvoerig de quæstie der vooroorlogsche contracten en laat zich daarbij in hoofdzaak *mutatis mutandis*, leiden door de in deel X van het Verdrag van Versailles vervatte beschikkingen. Eindelijk voorziet de Overeenkomst de minnelijke beslechting langs scheidsrechterlijken weg der geschillen aangaande de uitlegging en den tekst van gezegde Overeenkomst.

Deze schikking is niet voor een bepaalden termijn gesloten: de Overeenkomst betreffende de goederen, rechten en belangen heeft namelijk ten doel zekere uit den oorlog ontstane geschillen te regelen die eens voor altijd en binnen een betrekkelijk korten tijd dienen opgelost te worden. Deze

Overeenkomst is dus eigenlijk geen verdrag, doch eerder een reglement, dat niet opzegbaar is maar dat zal ophouden zijne uitwerking te hebben zoodra de speciale vraagstukken, waarop het betrekking heeft, hunne oplossing zullen gekregen hebben.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.



OVEREENKOMST

betreffende zekere vragen aangaande goederen,
rechten en belangen.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, aan de eene zijde, en de PRESIDENT DER POOLSCHE REPUBLIEK, aan de andere zijde, willende in gemeen overleg zekere vragen betreffende de goederen, rechten en belangen regelen, hebben te dien einde tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den heer Henri JASPAR, Zijn Minister van Buitenlandse Zaken,

DE PRESIDENT DER POOLSCHE REPUBLIEK :

Graaf Ladislas SOBANSKI, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister der Poolse Republiek bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen, welke, na aan elkander hunne respectieve in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten medegedeeld te hebben, over de volgende artikels overeengekomen zijn :

ARTIKEL 1.

Polen zal al de noodige maatregelen treffen ten einde al de teruggaven te verzekeren voorzien in paragrafen a) en f) van artikel 297 en in artikel 238 van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 met Duitschland en in de soortgelijke artikels der andere Vredesverdragen, in zoverre de aan de Belgische onderhoorigen terug te geven goederen, rechten en belangen, met inbegrip van de maatschappijen en vereenigingen waarbij deze onderhoorigen belang hebben, zich op het Poolse gebied zouden bevinden. De door gezegde artikels voorziene vergoedingen blijven ten laste der voorheen vijandelijke landen. In geval de teruggaven, ten gevolge van eene voor het sluiten van dit Verdrag vastgestelde beschikking of bestemming, onmogelijk of moeilijk zouden zijn, zal Polen de rechthebbenden op billijke wijze vergoeden.

België gaat dezelfde verbintenissen aan tegenover Polen.

Evenwel zullen de hierboven bedoelde teruggaven voortvloeiende uit artikel 238 van het Verdrag van Versailles, en uit de soortgelijke artikels der andere Vredesverdragen betreffende de uit België weggenomen machines of andere voorwerpen, op verzoek van Polen mogen uitgesteld worden tot op het oogenblik dat de wijze van teruggave aan Poolse onderhoorigen van de door Duitschland in Polen weggenomen machines of andere voorwerpen zal geregeld zijn.

De door dit artikel voorziene teruggaven zullen eveneens, op verzoek van Polen en mits betaling door hetzelfde eener billijke vergoeding, uitgesteld worden zoolang zij de veiligheid en de nationale verdediging van Polen in gevaar zouden brengen.

ARTIKEL 2.

De Belgen in Polen en de Polen in België zullen onderscheidenlijk, zooals de landslieden zelve, het voordeel genieten der wetten van deze landen betreffende de vernietiging van de handelingen der vijandelijke overheden in vijandelijke of door den vijand bezette landen.

ARTIKEL 3.

De buitengewone oorlogsmaatregelen en de beschikkingsmaatregelen, zooals zij in paragraaf III van het aanhangsel bij Afdeeling IV van deel X van het Verdrag van Versailles, en in de soortgelijke beschikkingen der andere Vredesverdragen bepaald zijn, genomen in België betreffende de goederen, rechten en belangen der onderhoorigen van Polen, met inbegrip der maatschappijen en vereenigingen waarbij deze onderhoorigen belang hadden, zullen opgeheven of gestuit worden zoo de vereffening niet voltrokken is, en de betrokken goederen, rechten en belangen zullen aan de rechthebbenden teruggegeven worden, behalve in de mate waarin zij door de reeds getroffen maatregelen eene bestemming zouden gekregen hebben.

Evenwel zullen de ingang zijnde vereffeningen bij uitzondering mogen voltrokken worden, ingeval het onderbreken of het sluiten der vereffening, om reden der omstandigheden van de aangelegenheid aan de betrokken belangen zou kunnen schaden.

De Poolse onderhoorigen wier goederen, rechten en belangen, met inbegrip van den industrieelen, letterkundigen of artistieken eigendom, in België het voorwerp zullen geweest zijn van vereffeningen, overdrachten, vergunningen of verhuringen, of van alle maatregelen van gedeeltelijke of van algeheele beschikking toegepast op de goederen, rechten en belangen der onderhoorigen-gewezen vijanden, zullen rechtstreeks het deel ontvangen dat hun toekomt in de opbrengst dezer vereffeningen, vergunningen, overdrachten, verhuringen of andere maatregelen van gedeeltelijke of algeheele beschikking.

ARTIKEL 4.

Polen gaat de verplichting aan, in de mate waarin aan hetzelfde wederkeerigheid wordt verleend, aan de goederen, rechten en belangen bij toepassing van artikel één dezer overeenkomst aan de onderhoorigen van België teruggegeven, dezelfde behandeling te verzekeren als aan de goederen, rechten en belangen van denzelfden aard toebehoorende aan zijne eigene onderhoorigen; het gaat eveneens de verplichting aan gezegde goederen, rechten en belangen, na het van kracht worden dezer overeen-

komst, aan geen en enkelen den eigendom krenkende maatregel te onderwerpen die niet eveneens op de goederen, rechten en belangen van zijne onderhoorigen wordt toegepast, en eene behoorlijke vergoeding te betalen ingeval deze maatregelen zouden getroffen worden.

ARTIKEL 5.

Polen erkent de geldigheid van al de rechten verworven door onderhoorigen van België of door maatschappijen waarvan het grootste gedeelte van het aandeelkapitaal toebehoort aan Belgische onderhoorigen in de aan Polen overgedragen grondgebieden, onder het regiem der wetten die op het oogenblik van de verwerving dezer rechten in gezegde gedeelten van grondgebied van kracht waren.

Polen erkent in het bijzonder de geldigheid der vergunningen of verpachtingen van vergunning verleend vóór 1 Augustus 1914 betreffende de uitbating der openbare diensten, der mijnvergunningen of verpachtingen van mijnvergunningen, en van rechten verkregen voor het opzoeken of voor het bekomen van mijnvergunningen, in het bijzonder van vergunningen tot uitbating van petroleum en van andere bitumineuze producten, van steenkool, van ijzer of van andere ertsen, zooals zij, hetzij door de vroegere Staten, Provincies of Municipaliteiten, hetzij door de eigenaars van den grond of van vergunningen verleend werden. Deze vergunningen blijven geldig onder de voorwaarden en tot na verloop der termijnen voorzien in de akten van vergunning of van verpachting, onder voorbehoud van hetgeen volgt :

De vergunninghouders of pachters eener vergunning, welke ook de aard hunner vergunning weze, wier belangen gedurende den oorlog het voorwerp van buitengewone oorlogs- of beschikkingsmaatregelen uitgemaakt hebben, of die tijdelijk van het genot hunner rechten beroofd werden, zullen de verlenging van den duur van gezegde vergunning kunnen bekomen. Deze verlenging zal met den duur der buitenbezitstelling rekening houden.

De verlengingen zullen bij minnelijke schikking onder de belanghebbenden worden toegestaan en, ingeval dergelijke overeenkomst niet zou kunnen bereikt worden, zal de aangelegenheid aan eenen door de Hooge Verdragsluitende Partijen gekozen scheidsrechter onderworpen worden.

Wanneer de aldus toegestane verlengingen, ten gevolge van wijzigingen in de economische toestanden aan eene der partijen eene aanzienlijke schade berokkenen, zal er aan de benadeelde partij eene billijke vergoeding toegekend worden door eenen na overeenkomst tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen gekozen scheidsrechter. Wat de vergunningen voor openbare diensten betreft, zullen de contractuele bepalingen zooals, onder andere, deze die de tarieven, den duur, den terugkoop, de belastingen, enz. beoogen, herzien en aan de huidige algemeene economische toestanden aangepast worden.

ARTIKEL 6.

Ingeval in eene maatschappij of onderneming opgericht volgens de Duitse, Oostenrijk-Hongaarsche, Bulgaarsche of Turksche wet op het grondgebied der Hooge Verdragsluitende Partijen, het grootste gedeelte van het aandeelenkapitaal toebehoorde aan onderhoorigen der andere Verdragsluitende Partij of aan eene maatschappij waarvan deze onderhoorigen het grootste gedeelte van het aandeelenkapitaal bezitten, zal het door artikel 297b) van het Verdrag van Versailles en door de overeenkomstige artikels der andere vredesverdragen voorziene recht de maatschappij of onderneming te liquideeren, slechts na overeenkomst tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen mogen uitgeoefend worden.

Telkenmale in eene maatschappij of onderneming, geliquideerd door eene der Hooge Verdragsluitende Partijen krachtens het door de Vredesverdragen voorziene recht, onderhoorigen der andere partij geïnteresseerd zijn, zullen deze onderhoorigen een deel van de opbrengst der liquidatie moeten ontvangen in verhouding met hun rechten.

Indien de onderhoorige van een der twee landen voor het gemengd scheidsrecht voorzien door Afdeling VI van Deel X (economische bepalingen) van het Verdrag van Versailles, of voor eenen door deze Rechtbank benoemden scheidsrechter bewijst dat de omstandigheden van den verkoop, of dat maatregelen getroffen door de Regeering van den betrokken Staat, buiten de algemeene wetgeving, op onrechtvaardige wijze schade berokkend hebben wat den prijs betreft, zal de Rechtbank of de Scheidsrechter aan den rechthebbende eene billijke vergoeding mogen verleenen die door gezegden Staat zal moeten betaald worden.

ARTIKEL 7.

De maatschappijen of firma's opgericht volgens de Duitse, Oostenrijksch-Hongaarsche of Russische wetten, waarvan de bijzonderste uitbating of de maatschappelijke zetel zich voor 1 Augustus 1914 in de aan Polen overgedragen grondgebieden bevond, en waarvan het grootste gedeelte van het aandeelenkapitaal toebehoorde aan onderhoorigen van België of aan maatschappijen waarin deze onderhoorigen het grootste gedeelte van het aandeelenkapitaal bezaten, zullen het recht hebben hunne goederen, rechten en belangen over te dragen aan eene andere maatschappij opgericht hetzij overeenkomstig de wetten van Polen, hetzij overeenkomstig de wetten van België, en toegelaten overeenkomstig de Poolse wet.

De onder het regiem der Belgische wet opgerichte maatschappijen waarvan de bijzonderste uitbating of de administratieve zetel zich voor 1 Augustus 1914 in de aan Polen overgedragen gebieden bevond en waarvan het grootste gedeelte van het aandeelenkapitaal toebehoorde aan onderhoorigen van België of aan maatschappijen waarin gezegde onderhoorigen het grootste gedeelte van het aandeelenkapitaal bezaten, zullen mogen voortgaan hunne bedrijven vrijelijk uit te oefenen, overeenkomstig de bepalingen van het

Handelsverdrag gesloten tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen en geteekend op datum van heden.

De eventueel noodige toelatingen voor het toepassen der twee voorafgaande alinea's zullen van rechtswege verleend worden, behalve wat de industrieën betreft die uit hoofde van hun karakter van algemeen nut, door eene wet of eene beslissing van den Ministerraad aan bijzondere beperkingen zouden kunnen onderworpen worden.

Deze overdrachten zullen aan geen belasting noch recht onderworpen worden.

ARTIKEL 8.

Onder voorbehoud der vergoedingen die met recht door Poolse onderhoorigen zouden kunnen gevraagd worden, gaat Polen de verplichting aan de beslissingen niet ongeldig te verklaren welke van het begin van den oorlog tot na een termijn van drie maand na de onderteekening dezer overeenkomst zullen genomen zijn door de algemeene vergaderingen der maatschappijen waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd was in een der grondgebieden die thans van Polen deel uitmaken, om reden dat deze algemeene vergaderingen in den vreemde gehouden werden.

ARTIKEL 9.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen aan hunne wederkeerige onderhoorigen die oorlogsschade geleden hebben dezelfde uitstellen van betaling verleen en als aan hunne eigene onderhoorigen.

ARTIKEL 10.

Onder voorbehoud van bijzondere overeenkomsten die zouden kunnen gesloten worden, wordt er voor de toepassing van artikels 5, 6 en 7 en van artikels 11, 12, 13, 14, 15 en 16 slechts rekening gehouden met de belangen welke de Belgische en Poolse onderhoorigen vóór 1 Augustus 1914 in maatschappijen of ondernemingen bezaten.

ARTIKEL 11.

a) De contracten gesloten tusschen personen die thans aan de rechtsmacht van Polen onderworpen zijn en de aan de Belgische rechtsmacht onderworpen personen die gescheiden Partijen geworden zijn, in de opvatting van paragraaf I van het bijgaande aanhangsel worden als vernietigd beschouwd van het oogenblik af dat twee om het even welke der partijen gescheiden partijen geworden zijn, behalve wat betreft de schulden en andere geldelijke verplichtingen voortspruitende uit de uitvoering eener handeling of betaling voorzien door deze contracten en onder voorbehoud der uitzonderingen en der regelingen eigen aan zekere contracten hierna of in het bijgaande aanhangsel voorzien.

b) Worden overeenkomstig dit artikel van de nietigverklaring uitgezonderd de contracten waarvan, in het algemeen belang en na overeenkomst tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, de uitvoering zal geëischt worden binnen de zes maanden te rekenen van het in werking treden dezer Overeenkomst.

Wanneer de uitvoering der aldus behouden contracten aan eene der partijen, ten gevolge van verandering in de commercieele toestanden, eene aanzienlijke schade berokkent, zal er aan de benadeelde partij een billijke vergoeding worden toegewezen door eenen na overeenkomst tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen gekozen scheidsrechter.

c) Geene enkele beschikking van dit artikel en van het bijgaande ahangsel mag aangezien worden als eene handeling nietig verklarend die wettelijk verricht werd krachtens een contract gesloten tusschen gescheiden partijen met de toelating van eene der oorlogvoerende mogendheden.

d) In het geval van contracten, vergunningen tot uitbating van rechten van industrieel, litterair of artistiek eigendom, gesloten tusschen personen die gescheiden partijen geworden zijn, zal de eerste genietster van eene dergelijke vergunning zes maand na het in werking treden dezer overeenkomst het recht hebben van den titularis der rechten het toestaan eener nieuwe vergunning te eischen waarvan de voorwaarden, bij gebrek van eene overeenkomst, zullen kunnen bepaald worden door eene bevoegde rechtbank in het land waar deze rechten bestaan.

AANHANGSEL BIJ ARTIKEL 11.**I. — ALGEMEENE BESCHIKKINGEN.**

1. In de opvatting van artikels 11, 12 en 13, worden de personen die partijen zijn in een contract als gescheiden beschouwd, wanneer tussehen hen de handel verboden zal geweest zijn door de wetten, decreten of reglementen van een Staat waarvan een dezer partijen onderhoorige was, of op gelijk welke manier onwettig zal geworden zijn. Zij zullen beschouwd worden als gescheiden zijnde van het oogenblik af waarop de handel verboden of op gelijk welke wijze onwettig geworden is.

De uitdrukking « scheidingstijdperk » beteekent het tijdperk gedurende hetwelk deze handel ongeoorloofd was.

2. Worden uitgezonderd van de in artikel 11 voorziene vernietiging en blijven van kracht, onder voorbehoud van de toepassing der inlandsche wetten, decreten en reglementen gemaakt tijdens den oorlog vóór 11 November 1918 alsmede van de bepalingen der contracten :

a) De contracten die voor doel hebben de overdracht van eigendom van roerende of onroerende goederen en effecten, wanneer de eigendom overgedragen en het voorwerp afgeleverd werd vooraleer de partijen gescheiden waren ;

b) De contracten betreffende verhuring en beloften van verhuring ;

c) De hypotheek- pand- en waarborgcontracten ;

d) De contracten betreffende de vergunning van mijnen, ertsgroeven, steengroeven of lagen ;

e) De contracten gesloten tussehen private personen of maatschappijen en Staten, provinciën, gemeenten of andere dergelijke bestuurlijke rechtspersonen ;

f) De contracten van vennootschap ;

g) De contracten betreffende het familiestatoot ;

h) De contracten ten kosteloozen of bezwarenden titel die een liefdadig doel hebben of strekken tot het verleenen van kostgeld ;

i) De contracten die eene begiftiging van om het even welken aard vastgesteld hebben ;

j) De verzekerings- en herverzekeringscontracten.

3. Als de beschikkingen van een contract overeenkomstig artikel 11 gedeeltelijk nietig verklaard zijn, zullen de andere beschikkingen van gezegd contract van kracht blijven, onder voorbehoud der toepassing van de inlandsche wet, zooals voorzien in § 2, indien de scheiding mogelijk is. In het tegenovergestelde geval zal het contract in zijne geheel als vernietigd beschouwd worden.

II. — BIJZONDERE BESCHIKKINGEN BETREFFENDE ZEKERE SOORTEN VAN CONTRACTEN.

Operatiën in de waarden- en handelsbeurzen.

a) De tijdens den oorlog door de erkende waarden- en handelsbeurzen opgestelde reglementen die de vereffening bepalen van de beursoperatiën vóór den oorlog gedaan door eenen particulier die gescheiden partij geworden is, worden bevestigd door de Hooge Verdragsluitende Partijen, alsmede de bij toepassing van deze reglementen getroffen maatregelen, onder voorbehoud :

1. Dat men uitdrukkelijk zal voorzien hebben dat de operatie zou onderworpen zijn aan het reglement der Beurs ;

2. Dat deze reglementen verplichtend geweest zijn voor allen ;

3. Dat de vereffeningsvoorwaarden billijk en redelijk geweest zijn.

b) Voorgaande paragraaf is niet toepasselijk op de maatregelen getroffen, tijdens de bezetting, in de Beurzen van de door den vijand bezette gebieden.

Pand.

Zal als geldig beschouwd worden in geval van niet-betaling, de verkoop van een pand, als waarborg gesteld voor eene door eene gescheiden partij verschuldigde schuld, zelfs wanneer daarvan geen bericht was kunnen gegeven worden aan den eigenaar, indien de schuldeischer te goeder trouw gehandeld en de behoorlijke zorgen en voorzorgen genomen heeft, en, in dat geval, zal de eigenaar geene enkele klacht mogen indienen om reden van den verkoop van het pand.

Handelseffecten.

Als een persoon zich, hetzij voor, hetzij tijdens het scheidingstijdperk, verplicht heeft tot het betalen van een handelseffect, ten gevolge van eene verbintenis die vóór den oorlog jegens hem aangegaan werd door eenen anderen persoon die gescheiden partij geworden is, blijft deze gedwongen den eerste tegen de gevolgen van zijne verplichting te vrijwaren, ondanks het feit dat de partijen gescheiden geworden zijn.

ARTIKEL 12.

a) Op het grondgebied der Hooge Verdragsluitende partijen, in de betrekkingen tusschen gescheiden partijen, zullen alle om het even welke termijnen van verjaring, verval of uitsluiting van rechtspleging gedurende het scheidingstijdperk opgeschorst zijn, hetzij zij beginnen te loopen zijn vóór het begin van de scheiding of na dien tijd ; zij zullen terug beginnen te loopen ten vroegste drie maanden na het in werking treden dezer overeenkomst. Deze beschikking zal toepasselijk zijn op de termijnen van indiening van interest-briefjes of winstbriefjes, en van aanbidding, voor terugbetaling, der

met de trekking uitgekomen of ten allen anderen titel terugbetaalbare waarden.

b) Wat de handelseffecten betreft zal de termijn van drie maanden voorzien in voorafgaande paragraaf beginnen te loopen van den dag af waarop de buitengewone maatregelen toegepast in de gebieden van de belanghebbende Mogendheid betreffende de handelseffecten voor goed een einde zullen genomen hebben.

ARTIKEL 13.

In de betrekkingen tusschen gescheiden partijen zal geen enkel handels-effect als nietig verklaard worden alleenlijk omdat het voor aanvaarding of betaling binnen de vereischte termijnen niet aangeboden werd, noch omdat geen bericht van niet-aanvaarding of van niet-betaling aan de trekkers of rugteekenaars gegeven werd, noch uit hoofde van gebrek van protest, noch voor gebrek van vervulling van eenige formaliteit tijdens den oorlog.

Indien de tijdruimte binnen dewelke een handelseffect zou moeten aangeboden geweest zijn voor aanvaarding of betaling, of binnen dewelke het bericht van niet-aanvaarding of van niet-betaling aan de trekkers of aan de rugteekenaars zou moeten gegeven geweest zijn of binnen dewelke het effect zou moeten geprotesteerd geweest zijn, tijdens het scheidingstijdperk vervallen is, en indien de partij die het effect zou moeten aanbieden of protest teeren hebben of bericht geven van het niet-aanvaarden of niet-betalen, zulks niet gedaan heeft tijdens dit tijdperk, zal zij na het in werking treden dezer overeenkomst ten minste drie maanden hebben om het effect aan te bieden, bericht van niet-aanvaarding of niet-betaling te geven, of protest op te maken.

ARTIKEL 14.

De Hooge Verdragstuitende Partijen komen overeen de beslissingen der gemengde scheidsgerechten die zij overeenkomstig afdeeling VI, Deel X van het Vredesverdrag met Duitschland, en de overeenkomstige afdeelingen der andere Vredesverdragen ingesteld hebben, als definitief te beschouwen en ze op hunne grondgebieden uitvoerbaar te maken.

ARTIKEL 15.

Geene rechtsvordering zal mogen ingespannen noch eenige opvordering gedaan worden eenerzijds door Polen of door de Poolse onderhoorigen, of anderzijds door België of door zijne onderhoorigen, uit hoofde van het gebruik dat de Regeering van België of van Polen of een in hunnen naam en volgens hunne onderrichtingen handelend persoon tijdens den oorlog zou gemaakt hebben van rechten van industrieelen, litterairen of artistieken eigendom, noch uit hoofde van het verkoopen, het te koop stellen of het gebruiken van om het even welke producten, artikels of toestellen waarop die rechten toepasselijk zouden zijn.

Geene rechtsvordering zal ingespannen noch eenige terugeischung gedaan

worden eenerzijds door personen die op het grondgebied van Polen verblijven of er hunne nijverheid uitoefenen, en anderzijds door personen die op het grondgebied van België verblijven en er hunne nijverheid uitoefenen, noch door de onderhoorigen dezer mogendheden, noch door andere personen aan wie die personen gedurende den oorlog hunne rechten zouden afgestaan hebben, uit hoofde van handelingen van benutting die tijdens den oorlog op het grondgebied der andere Partij zouden geschied zijn en die hadden kunnen beschouwd worden als inbreuk makende op rechten van industrieelen eigendom of op rechten van litterairen of artistieken eigendom die aan gescheiden partijen geworden personen toebehoorden en die op om het even welk oogenblik gedurende den oorlog bestonden en die overeenkomstig de voorschriften van artikels 307 en 308 van het Verdrag van Versailles of van de soortgelijke artikels der andere Verdragen zullen hersteld worden.

ARTIKEL 16.

De geschillen betreffende de uitlegging dezer overeenkomst zullen aan eenen na overeenkomst tusschen de Hooge Verdragstuitende Partijen benoemden scheidsrechter onderworpen worden.

ARTIKEL 17.

Deze overeenkomst zal bekrachtigd en de bekrachtigingen zullen zoodra mogelijk uitgewisseld worden.

Zij zal den 30^e dag na de uitwisseling der bekrachtigingen in werking treden.

Ten oorkonde waarvan de gevolmachtigden deze overeenkomst onderteekend hebben.

Gedaan in dubbel te Brussei, den 30^e dag der maand December 1922.

H. JASPAR,
L. SOBANSKI.

